

UN DÉFI MONDIAL

Éliminer la cupidité et faire que la vie vaille d'être vécue

PAR GUY RYDER

L'emploi et les questions sociales sont à l'ordre du jour de la reprise grâce aux pressions exercées sur les dirigeants du monde entier au sommet du G20 de Londres. Nos exigences de changement ont donné des résultats concrets. Mais la tâche énorme que requiert un revirement significatif de la politique économique internationale reste à faire.

Les syndicats ont relevé vigoureusement le défi consistant à éliminer l'égoïsme irresponsable et la cupidité. Dominique Strauss-Kahn, le Directeur général du Fonds monétaire international, avait lui-même déclaré à propos des causes fondamentales de la crise actuelle devant une délégation des Global Unions en janvier 2009 : "Nous devons trouver le moyen d'endiguer cette cupidité".

Un premier pas a été fait à Londres lorsque les dirigeants du monde entier ont accepté que l'Organisation internationale du travail (OIT), la seule institution tripartite du système des Nations unies, participe au suivi du sommet qui se tiendra à New York dans le courant de 2009 et évalue les mesures prises pour créer des emplois.

Le sommet du G20 a par ailleurs discuté d'un projet de "charte" proposée par la Chancelière allemande Angela Merkel notamment en vue de dégager un nouveau consensus mondial sur les valeurs et principes essentiels d'une activité économique durable. C'est l'occasion pour les organisations syndicales de réclamer avec plus d'insistance, s'agissant des droits des travailleurs, un changement de ton et de fond qui intègre la justice sociale dans un agenda mondial cohérent.

Plus d'argent sera mis sur la table – 1,1 billion de dollars en plus – pour encourager le crédit, mais l'essentiel ira au FMI malgré les préoccupations que suscitent toujours les "conditionnalités" liées à ses prêts, qui contraignent souvent des gouvernements à supprimer des emplois et des services dans leurs pays en contrepartie d'une aide économique.

Mais surtout, les participants au sommet ont accepté de renforcer

la réglementation financière internationale, notamment pour les fonds spéculatifs, et de prendre des mesures contre les paradis fiscaux qui ne suivent pas les lignes directrices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et, au besoin, d'imposer des sanctions à ceux qui s'écartent du droit chemin.

Les dirigeants du G20 ont répondu favorablement à l'appel des syndicats en faveur d'une solution mondiale soulignant l'importance "des besoins et des emplois des familles en situation difficile", la nécessité de "restaurer la confiance, la croissance et l'emploi" et faisant référence au maintien et à la création d'emplois comme objectif central de l'expansion budgétaire. Les conclusions du sommet réclament la création d'opportunités d'emploi pour les personnes touchées par la crise, incluant des mesures de soutien au revenu, la construction d'un "marché du travail loyal et respectueux de la famille pour les hommes et les femmes", le soutien de l'emploi par la stimulation de la croissance et l'investissement dans l'éducation et la formation et par des politiques du marché du travail actives, axées sur les plus vulnérables.

Mais cela ne suffit pas. Tout ce qu'il reste à faire a été mis en lumière la veille du sommet, lorsque l'OCDE a publié ses prévisions intermédiaires montrant un recul de l'économie mondiale de 2,7 pour cent, et plus encore pour les pays riches, avec pour conséquence que le chômage devrait doubler au cours de l'année dans certaines économies majeures.

Les syndicats doivent réclamer avec plus de force un pacte mondial pour l'emploi qui place l'emploi au cœur de la reprise. La campagne organisée par les syndicats à l'occasion de la Journée mondiale du travail décent du 7 octobre va dorénavant cristalliser la solidarité internationale pour remettre les gens au travail et relancer l'économie sur la planète.

Le sommet de Londres a ouvert une porte, mais les changements qui doivent permettre une reprise basée

sur d'autres échelles de valeurs pour l'économie mondiale restent à faire. Les gouvernements doivent encore s'atteler à un cadre de gouvernance qui remédie au fiasco du système du fondamentalisme libéral qui a dominé la politique de ces trente dernières années avec les conséquences désastreuses que l'on sait pour des millions d'êtres humains. Soumettre l'économie au contrôle démocratique et bâtir des sociétés plus justes implique de pouvoir compter, en plus de valeurs remises à l'honneur, sur la présence de pouvoirs publics forts, efficaces et réceptifs, ouverts à l'action collective.

La crise actuelle est trop profonde pour rester sans suite. L'heure n'est plus aux remèdes superficiels ou à l'affinage de mécanismes régulateurs qui ont montré leur incapacité à endiguer l'avidité des marchés financiers et les dégâts durables qu'elle a provoqués.

L'objectif est tout simplement de sortir de la crise avec une économie qui soit plus juste et, de ce fait, plus soutenable. Cette crise nous offre la chance d'apporter des solutions au fléau de la pauvreté et à la menace du réchauffement de la planète. Elle nous offre des possibilités de créer des emplois à court terme mais aussi de concevoir une politique industrielle durable qui créera des emplois stables à long terme de sorte que, lorsque la croissance économique et la création d'emplois seront au rendez-vous, il pourra s'agir d'une croissance plus propre, plus verte et plus saine.

Mais cette crise ne trouvera pas de solution derrière des portes fermées, à l'initiative de la minorité privilégiée de ceux qui en furent la cause première. La nouvelle architecture doit freiner la cupidité plutôt que la protéger. C'est pour cela que nous réclavons avec insistance une stratégie politique ouverte dans laquelle, entre autres, des millions d'adhérents syndicaux pourront faire entendre leur voix par le biais de leurs Global Unions.

Guy Ryder est le Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale.